

Les 30 citations de Think Education & Recherche 2020

Paris - Publié le jeudi 6 février 2020 à 14 h 25 - Actualité n° 174371

Développement durable, bachelors, science ouverte, attractivité internationale, valorisation, territoires, ou encore gouvernance. Tels sont, entre autres, les thèmes abordés lors de la cinquième édition de Think Education & Recherche, organisée le 04/02/2020 à l'ICP, sous le prisme de l'expérimentation.

News Tank vous propose de revivre cette journée au travers de 30 déclarations qui ont marqué les débats.

« Concilier une demande d'instantanéité et de zéro défaut »

Marc Guiraud, président de News Tank Network :

« Il y a des possibilités d'expérimenter dans les textes depuis de nombreuses années, et les établissements ne s'en saisissent pas toujours, ou ne savent pas les généraliser. On peut se demander pourquoi ?

La gouvernance des établissements, le dialogue interne, les contre pouvoirs permettent-ils toujours d'expérimenter de manière satisfaisante, sans jouer aux apprentis sorciers, ce qui est un sujet pour un chef d'établissement, quel qu'il soit ? Les moyens sont-ils suffisants ? ».

Pour Jean-Marc Janaillac, président de la Fnege et ancien président d'Air France-KLM, invité pour la séquence d'ouverture, l'expérimentation peut s'apparenter à une contradiction :

« Il y a à la fois une demande d'instantanéité, c'est-à-dire que les demandes de vos étudiants, la demande des clients des entreprises, la demande des salariés sont d'aller très vite. Et en même temps, les techniques se compliquent, et il y a aussi une demande de qualité et une demande de zéro défaut. C'est très compliqué d'arriver à ajuster les deux ».

« Sur les sites, on n'a pas à se battre »



Bruno Sportisse - © S.L

Bruno Sportisse, P-DG d'Inria :

« Sur les sites, on n'a pas à se battre.

Lorsque des équipes conjointes Inria et Université de Paris ou d'autres créent une start-up ensemble, toutes doivent pouvoir en tirer profit pour l'évaluation de leurs performances.

Il y a un vrai rôle de l'État sur l'organisation de ce travail collectif, et je tiens à saluer le travail de contractualisation mené par la DGRl et Dgesip pour installer la confiance entre les acteurs, et sortir des faux débats ».

Citation extraite du débat de fin de journée sur les établissements expérimentaux.

« Le travail est devant nous »

François Germinet, administrateur provisoire de CY Cergy Paris Université :

« L'institutionnel est une partie du travail, le jury international a fait bouger les lignes, mais **le travail est devant nous**.

Ce n'est pas parce qu'on a fait bouger les lignes institutionnelles qu'on a révolutionné les sciences et la formation. »

- *Citation extraite du débat de fin de journée sur les établissements expérimentaux.*

« Les IAE ont besoin d'autonomie »

Éric Lamarque, président d'IAE France :

« En tant qu'IAE, nous pensons avoir la capacité à nous ériger comme des alternatives crédibles et accessibles aux établissements privés, si tant est qu'on nous laisse une **autonomie** et des marges de manœuvre »

- *Citation extraite du séminaire News Tank / IAE France, « Entre gouvernance universitaire et concurrence locale : quel modèle d'avenir pour les IAE ? »*

« L'utilisation du mot bachelor a été galvaudée »

Guillaume Gellé, président de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle de la CPU :

« Pour le travail sur le grade : il en va de la responsabilité de tous, et de l'information pour les familles des lycéens. Nous en avons compris l'enjeu, la question n'est pas s'il faut ou non un grade de licence, mais quels critères permettront de le donner. (...) »

L'utilisation du mot bachelor a été galvaudée : on en a fait tout et n'importe quoi. Mais est-ce qu'ils se valent tous ? La réponse est non. Alors comment faire la différence ? ».

- Citation extraite du débat « Bachelors : de l'expérimentation à la régulation. Vraiment ? Comment ? »

Interrogée au sujet du grade licence par l'équipe de News Tank lors de la conclusion de la journée, Anne-Sophie Barthez, Dgesip, répond :

« Le nouvel arrêté grade licence, et grade master d'ailleurs, va sortir dans les prochaines semaines, très rapidement. Notre objectif est que pour la rentrée 2021, il y ait déjà, notamment sur Parcoursup, des diplômes d'établissements, donc d'écoles ou d'université, qui puissent déjà afficher qu'ils se sont vu reconnaître le grade licence. »

« Sur la place des femmes, faire en sorte qu'il n'y ait pas sujet »



De g. à d. : Audrey Steeves, Caroline Pascale, Vanessa Diriar, Sandra Démoulin, Anastasia Iline, Théo Habermusch - © Seb Lascoux

Vanessa Diriar, présidente France du groupe Galileo Global Education :

« L'enseignement supérieur est un secteur très féminin, et il y a de nombreuses femmes éminentes. Au cours de ma carrière, j'ai toujours considéré que mon meilleur combat c'était d'être le rôle modèle et d'expliquer que je pouvais être mère, mener à bien une carrière et démontrer qu'il n'y a pas de plafonds de verre. Sur la place des femmes, j'essaye de faire en sorte qu'il n'y ait pas sujet. »

Sandra Démoulin, présidente de l'Arces et directrice communication de CY Cergy Paris Université.

« Il y a plus de 85 % de femmes au sein des services communication dans l'ESR. Mais si on met ça en parallèle avec les présidentes, le ratio est de 11 pour 73 universités. Et le constat est le même du côté des grandes écoles. Il y a encore du travail à faire de ce côté-là ».

- Extraits de la séquence « Rencontre avec les nouvelles femmes dirigeantes de l'Esri ».

« 50 % des propositions faites par les communautés, existent déjà »

Armelle Tanvez, directrice de la communication de l'Unistra :

« 552 personnes, étudiants, E-C et personnels administratifs ont participé à la plateforme ouverte et aux ateliers "Cap 2030, imaginons notre université" afin de définir les axes stratégiques à 10 ans. Un taux de participation satisfaisant (...) »

50 % des propositions faites par les différentes communautés de l'Unistra lors de cette consultation existent déjà. Cela interroge sur l'accès à l'information mais conforte les actions de l'université »

- Extrait de « Co-construire un projet d'établissement : pourquoi et comment impliquer votre communauté "au-delà des initiés" ? », proposé par Cap Collectif.

La LPPR « cherche à apporter des réponses nationales à un problème qui ne l'est pas »



De gauche à droite : Sebastian Stride (Siris), Nathalie Drach-Temam (Sorbonne Université), Emmanuel Duflos (Cdefi), Isabel Marey-Semper (GT3 LPPR), et Gilles Bloch (Inserm) - © Seb Lascoux

Sebastian Stride, cofondateur de Siris Academic :

« Aujourd'hui un chercheur ne va pas travailler en France, mais dans une université ou un organisme de recherche. Au niveau global, on ne pense pas en termes de pays, mais en termes d'institutions.

C'est un des grands problèmes de la loi en préparation, qui cherche à **apporter des réponses nationales à un problème qui ne l'est pas**, puisqu'il s'agit d'une question d'autonomie des grandes universités de recherche ».

Nathalie Drach-Temam, vice-présidente recherche, innovation et science ouverte de Sorbonne Université :

« Il faut bien redéfinir le rôle et les missions des organismes de recherche. Le contrat d'objectifs et de performance d'Inria est très intéressant sur ce point et mentionne qu'Inria, qui définit la stratégie nationale sur le numérique, est au service du développement des grandes universités de recherche. C'est quelque chose d'assez fort ».

- *Extraits du débat « Loi recherche : enfin la lumière ? »*

« Plus on est jeune, plus on va directement sur des plateformes illégales »

Vinciane Gaillard, Deputy Director Research and Innovation, [EUA](#) :

« En Europe, pour payer les abonnements aux revues scientifiques, on dépense plus de 1 Md€ en fonds publics par an en moyenne. »

Lise Dumasy, présidente du consortium Couperin et de l'Abes (Agence bibliographique de l'enseignement supérieur) :

« Plus on est jeune, plus on va directement sur des plateformes illégales pour avoir accès à des articles scientifiques. »

Odile Contat cheffe du département [IST](#) et réseau documentaire au Mesri :

« 49 % des publications françaises de 2018 sont en accès ouvert : une bonne nouvelle, c'est encourageant ! »

- *Extraits tirés de la table-ronde sur la science ouverte.*

« Regarder les projets à l'aune de la valeur économique »

Maylis Chusseau, présidente de la Satt Aquitaine Science Transfert :

« Le modèle économique dans lequel la [Satt](#) Aquitaine Science Transfert est contrainte, c'est-à-dire de viser l'équilibre économique, nous oblige à regarder les projets à l'aune de la valeur économique qu'ils vont générer et évite de nous disperser sur une activité qui consisterait à financer des projets sans regarder leur viabilité économique, auquel cas on deviendrait une [ANR](#) locale. (...) »

Il est donc important pour nous de viser cet objectif de rentabilité, avec une part de financement qui permet d'avoir une soutenabilité de notre modèle économique. »

Nathalie Alazard-Toux, directrice du Centre de résultats Développement industriel de l'Ifpen :

« Quand une part de nos ressources propres est très liée au monde industriel, qui fait face à des cycles, nous sommes en prise directe avec ces cycles économiques. Or, la recherche, pour être pertinente, a besoin d'une base pérenne, d'un investissement de long terme. »

- Extraits de la table ronde Valorisation, transfert, innovation : l'injonction au changement de modèle économique.

« Les Cifre, un outil au service du développement des territoires plus ruraux »

Jean-Michel Jolion, délégué régional à la recherche et à la technologie de la région Auvergne Rhône-Alpes :

« Le dispositif Cifre est surreprésenté dans les métropoles alors que fléché, il peut être un outil au service du développement des territoires plus ruraux, à la fois auprès des PME et des collectivités locales »

Philippe Portelli, chef du service Esri à l'Eurométropole de Strasbourg :

« À Strasbourg, collectivités, établissements de formation, laboratoires de recherche et monde socio-économique ont pris le parti d'être dans la complicité et pas uniquement dans la collaboration, mais pour cela il faut avoir une gouvernance territoriale partagée. »

- Extraits de « Le numérique, moteur du rapprochement des collectivités et des établissements ESR ? », avec le Bloc local.

« Campus connectés est la conséquence de tout ce que les autres ont fait auparavant »

Erwan Paitel, chef de projet Campus connectés au Mesri :

« Le dispositif Campus connectés du Mesri ne peut provenir que de ce qui se fait déjà. Le maillage est élargi avec le programme Cœur des territoires du Cnam. Ainsi, un territoire, quel qu'il soit, peut répondre favorablement à l'arrivée de l'enseignement supérieur, même s'il ne possède pas la masse critique de bacheliers.

Campus connectés est la conséquence de tout ce que les autres ont fait auparavant. Nous allons au-delà avec la technologie qui permet d'élargir les supports pédagogiques. »

Isabelle Meynard, directrice du service emploi formation à la communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée (Cavem) :

« Les territoires avaient renoncé à la formation supérieure. Campus connectés répond à leurs enjeux de formation, mais surtout d'emplois »

- Extraits de « Le numérique, moteur du rapprochement des collectivités et des établissements ESR ? », avec le Bloc local.

« Nous ne sommes plus en situation de crise, mais apocalyptique »



Isabelle Huault, Margot Duvivier, Carole Meffre, Tamym Abdessemed. - © Seb Lascoux

Isabelle Huault, présidente de l'Université Paris Dauphine - PSL :

« Nous ne sommes plus en situation de crise, mais apocalyptique : en tant qu'établissements d'enseignement supérieur, nous ne pouvons plus ignorer l'enjeu du réchauffement climatique.

Je ne suis pas favorable à une loi, car je trouve que l'on entre dans un processus très dangereux. La question de la liberté académique n'est pas mince et légiférer sur le programme qu'il y a dans les universités me semble être une dérive potentielle très grave. »

- Extraits de « Former tous les étudiants au développement durable : la fausse bonne idée ? »

« Des bâtiments qui stockent l'énergie »

Florence Kohler, chargée de mission, mission Expertise Conseil auprès des établissements (Dgesip) :

« La pédagogie du tableau noir et de la craie et celle du tableau interactif doivent pouvoir coexister de manière heureuse sur les campus. (...) »

On peut aussi imaginer que le numérique puisse aussi être durable et aider les campus à résoudre leurs problématiques énergétiques, avec par exemple des bâtiments qui stockent l'énergie ».

Arnaud Boudesseul, chief digital officer de Kedge Business School :

« La technologie ne redéfinit absolument pas l'importance et la pertinence de l'enseignant, mais permet de décharger celui-ci d'un maximum de contenus à faible valeur ajoutée pour l'étudiant et contraignant pour lui. »

La technologie doit être au service de la pédagogie, mais en aucun cas ne la remplacer. »

Pascal Romon, VP numérique de l'Université Gustave Eiffel :

« J'ai l'impression que dans la communauté universitaire, c'est plutôt l'autocensure qui prévaut plutôt que le tri. Il s'agit d'enseignants-chercheurs pour la plupart, qui cumulent les casquettes et n'ont donc pas beaucoup de temps, et pour qui la solution la plus simple est souvent de refaire à l'identique. »

Cette inertie est, à mon sens, l'un des principaux obstacles au changement et à la transformation des campus. »

● *Extraits de « Nouveaux usages, pédagogie, numérique : comment créer des "smart campus" ? » avec Microsoft.*

« L'insatisfaction des diplômés a augmenté »

Hervé Biaußer, consultant de Paxter, ancien DG de CentraleSupélec :

« En France, la stratégie de l'État consistant à dire "Ayez le diplôme le plus élevé possible pour aller à l'emploi", a dévalorisé les niveaux bac+2 et bac+3. Par conséquent, le déclassement, c'est-à-dire l'insatisfaction des diplômés, a augmenté.

La stratégie consistant à pousser les gens vers des diplômes bac +5 sans leur proposer de sortie cohérente avec la demande sociale et économique aux niveaux bac, bac +2 et +3, ne fonctionne pas bien. Globalement, la situation de notre pays recule.

D'autres pays ont joué des stratégies différentes de la nôtre avec un grand succès ; la meilleure étant probablement d'adapter la performance de l'enseignement supérieur et la sortie de l'enseignement supérieur, et d'adapter au minimum la réalité du marché de l'emploi avec ce que les jeunes peuvent espérer. »

• Extrait de « L'accès à l'enseignement supérieur favorise-t-il l'accès à l'emploi ? Réalités internationales et enjeux pour la France. » Par Paxter.

Attractivité : « Une nouveauté qui ne nous réjouit pas vraiment »



De gauche à droite : Paul Lignières, Anne Zuccarelli, Min-Hà Pham, Anastasia Iline, Françoise Grolleau - © Seb Lascoux

Anastasia Iline, directrice générale adjointe de Campus France :

« C'est là qu'effectivement on va toucher à une nouveauté qui ne nous réjouit pas vraiment, ce sont donc les principaux pays d'accueil. Ce qu'on constate cette année, c'est que la France passe de la 4^e à la 5^e place des pays accueillant des étudiants internationaux. Donc l'Allemagne vient de passer devant la France. »

Françoise Grolleau, vice-présidente International à l'Université d'Angers :

« Dans les établissements, il faut perfuser cette internationalisation dans toutes les catégories de personnels, mais aussi dans toutes les strates de la gouvernance — que ce soit au niveau de la recherche et de la formation —, et également intégrer les étudiants »

- Extraits de « Attractivité internationale : étudiants, chercheurs, comment les convaincre ? »

Alumni : « Aux États-Unis, ils sont un accélérateur de l'excellence de l'université »

Gilles Bousquet, professeur et conseiller spécial du président à l'Université du Wisconsin :

« Lorsque l'on observe ce qui se passe aux États-Unis, on s'aperçoit que les relations alumni sont très importantes. Elles sont un accélérateur de l'excellence de l'université, et dans un monde globalisé, si l'on se prive de ces relations multifformes, on se prive de cette accélération. »

Bernard Belloc, conseiller stratégique de Skema Business School :

« Il faut que l'université se construise une personnalité, et c'est dans cela que l'on doit investir. Il faut déterminer un petit cachet particulier afin que les étudiants, et donc les alumni, s'attachent à cette personnalité. Le mass marketing ne sert à rien s'il n'est pas lié à une politique d'intégration des étudiants. »

© News Tank 2020 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »